

RAPPORT ANNUEL 2014



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

La BICICI en Côte d'Ivoire

568 Employés

53 ans en Côte d'Ivoire

39 points de vente dont 25 à Abidjan

40 Milliards de fonds propres

1 Centre d'affaires Entreprises

1 Business Unit Leasing

1 Trade Center

1 Filiale BICICI Bourse

(*) chiffres au 31 décembre 2014



Soirée Café - Cacao 2014 à San Pedro.



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

**Banque Internationale pour le Commerce
et l'Industrie de Côte d'Ivoire**

Société Anonyme au capital de 16 667 Millions de FCFA

Siège social : Avenue Franchet d'Esperey - 01 BP 1298 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire

www.bicici.com

Sommaire



Chiffres clés
10

Contexte
économique
13



Rapport du Conseil
d'Administration
à l'Assemblée
Générale Ordinaire
25

Rapport Général et Rapport Spécial
des Commissaires aux Comptes
33



Résolutions 43



Données Financières 47

Evolution du cours de l'action BICICI en 2014

56



Annexes aux comptes 2014 60

La BICICI en action



Prestation de Santé et Belmondo Quartet lors de Abidjan Jazz by BICICI 2014.



*Paco Sery Group lors du festival
Abidjan Jazz by BICICI 2014.*



*Abidjan Jazz by BICICI 2014.
Le groupe Belmondo Quartet lors de sa prestation.*

La BICICI en action



Remise de chèque à la Fondation Benianh.



Les enfants des collaborateurs de la BICICI à l'occasion de l'Arbre de Noël.

Conseil d'Administration



Jacques-Henri WAHL

Conseiller du Président du Groupe BNP Paribas
Président Délégué

Jean-François FICHAUX

Administrateur de Sociétés
Administrateur

Fabien RIGUET

Responsable Afrique/BNP Paribas
Administrateur

François BENAROYA

(Head of integration)
Integration Project Office
Administrateur

Pathé DIONE

Président Directeur Général
de SUNU Assurances Holding S.A.
Administrateur

Gérard MANGOUA

Président du Conseil d'Administration
de UBIPHARM Côte d'Ivoire – Ex «Laborex»
Administrateur

Philippe SECHAUD

Administrateur de Sociétés
Administrateur

BNP Paribas / BDDI Participations

Représentée par
Philippe TARTELIN
Directeur Afrique BNP Paribas
Administrateur

PROPARCO

Représentée par :
Laurent FARGE
Représentant Régional Afrique de l'Ouest
Administrateur

Jean-Christophe DURAND

Responsable de Zone Territoire
Groupe BNP Paribas - CIB
Manama - Bahrain
Administrateur

Mohamed BAH

Directeur Général Délégué
de SUNU Assurance Côte d'Ivoire
(Groupe SUNU Participation)
Administrateur

Comité Exécutif



Jean-Louis MENANN-KOUAME
Directeur Général



Yao KOUASSI
Directeur Général Adjoint



Désirée Eliane YACE
Directeur
des Ressources Humaines



Denis RUBRICE
Secrétaire Général



Nina KOUACOU
Directeur
du Département
Stratégie, Etudes et Marketing



Samir MEZINE
Directeur de la Clientèle
des Entreprises et des Institutionnels



Nina Fatim FADIGA
Directeur
de la Conformité



Eric N'KOUMO-MOBIO
Directeur de la Clientèle
des Particuliers et des Professionnels



Abou FADIGA
Directeur
Juridique, Fiscal et Contentieux



Issa GUEYE
Directeur
Financier

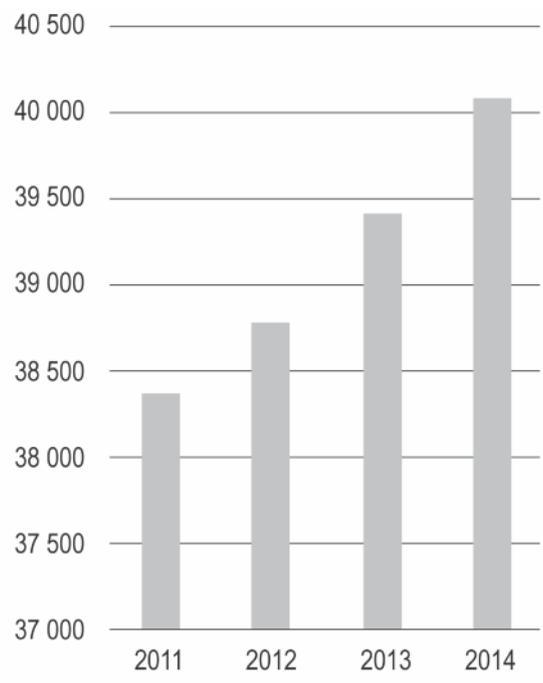


Siguetcho Kignaman SORO
Directeur
de l'Audit

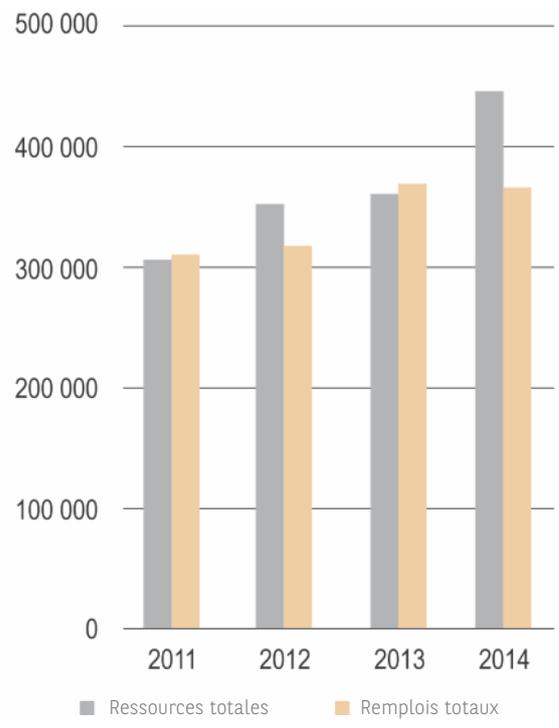
Chiffres Clés

MOYENS (En millions FCFA)	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Fonds propres bruts	38 705	38 332	38 749	39 436	40 065
Effectif	515	490	496	557	568
Nombre de sièges	31	31	34	37	40
Dont fermés	4	8 (*)	2		
ACTIVITE (En millions FCFA)	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Total du Bilan	362 673	383 099	414 982	428 742	514 258
Ressources totales	293 572	314 371	359 571	366 777	449 595
- dont Dépôts de la Clientèle	292 018	309 206	353 956	359 705	446 230
Emplois totaux	295 349	317 156	326 211	375 802	367 760
- dont Crédits à la Clientèle	220 976	212 316	232 414	290 219	319 186
- Créances sur l'Etat (obligations - crédits CMT)	23 264	21 594	38 051	50 506	59 985
RESULTATS (En millions FCFA)	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Produit Net Bancaire	28 438	25 441	26 905	32 655	37 976
Marge nette d'intérêts (VAC)	16 757	16 601	16 146	20 026	22 885
Commissions Nettes et Divers	11 680	8 840	10 759	12 629	15 091
Frais de Gestion totaux	19 452	20 384	20 795	23 018	23 869
- Frais Généraux d'exploitation	17 466	18 126	18 503	20 490	21 288
- Amortissements	1 986	2 258	2 292	2 528	2 581
Résultat Brut d'Exploitation	8 986	5 057	6 110	9 638	14 107
Résultat Net	800	2 254	5 234	9 269	10 106
RATIOS	31/12/10	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Ratio de solvabilité (FP / Risques)	13,5%	14,1%	15,0%	10,1%	9,5%
- Fonds Propres Effectifs	36 267	36 398	20 516	38 437	39 038
- Total Risques Pondérés	269 571	258 803	249 444	380 974	411 449
Coefficient de Liquidité	94,0%	104,0%	87,4%	74,0%	82,2%
Coefficient de couverture des emplois à MLT par des ressources stables (*)	88%	81%	61%	73%	52%
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
- Marge Nette d'Intérêts	58,9%	65,3%	60,0%	61,3%	60,3%
- Commissions Nettes et Divers	41,1%	34,7%	40,0%	38,7%	39,7%
Rentabilité					
- Coefficient d'exploitation	68,4%	80,1%	77,3%	70,5%	62,9%
- Rentabilité des Capitaux Propres	2,1%	6,9%	15,7%	27,7%	29,0%
- Résultat Net par action	480	1 353	3 141	5 561	6 064

Fonds propres bruts*



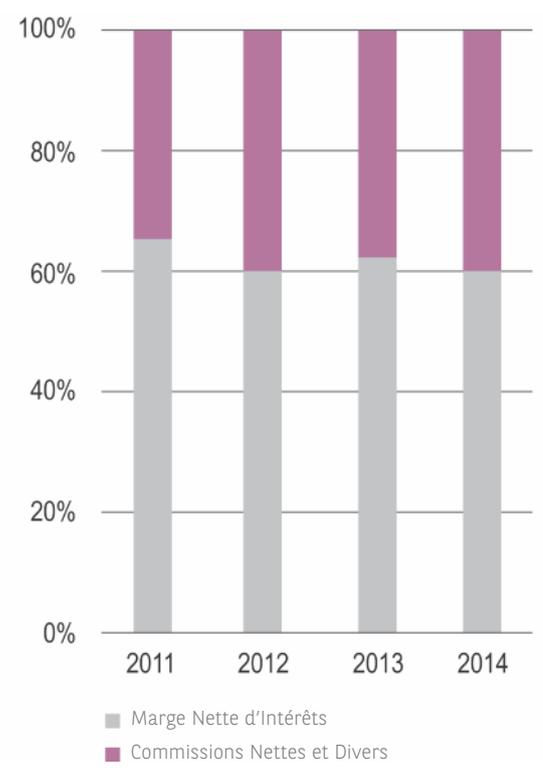
Activité*



PNB - Frais de gestion - RBE*



Répartition du Produit Net Bancaire



(* Chiffres en MXOF



Siège de la BICICI, Abidjan – Plateau.



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Bilan 2014

Le taux de croissance de l'économie mondiale en 2014 s'est établi à 3,3%. L'activité au sein des économies émergentes et en développement a continué de ralentir passant de 4,7% en 2013 à 4,4% en 2014. Ce ralentissement s'explique par les difficultés des économies russe, chinoise et brésilienne. A l'opposé, la croissance des pays avancés s'est accélérée à 1,8% (contre 1,3% en 2013) sous l'impulsion de la consolidation de l'économie des Etats-Unis et surtout de la reprise de la zone euro (notamment en Allemagne et en Espagne).

Aux Etats-Unis, 2014 aura été l'année de franche reprise. La volatilité du début d'année, liée à un hiver rigoureux, a laissé place à une accélération de la demande intérieure. Estimée à 2,4%, la croissance a été nourrie par le dynamisme de la consommation (des ménages) et de l'investissement (des entreprises). Mais ce sont les performances de l'emploi qui sont les plus encourageantes. Le retour à des créations nettes d'emplois a eu lieu au début de 2010. Mais le rythme de progression a rapidement plafonné, et en 2012-2013, les effectifs salariés ont progressé de 2,25 millions l'an en moyenne. En 2014, ce rythme a accéléré aussi franchement que régulièrement : en glissement annuel, les créations de postes, qui étaient de 2,28 millions en janvier se sont établies à 3 millions en décembre. Ce retour au dynamisme a permis une nette progression des revenus d'activité, alors que l'austérité budgétaire, sans être abandonnée, n'était pas accentuée. Le revenu disponible des ménages a ainsi fini l'année sur un taux de croissance supérieur à 4%. L'inflation demeurant très faible, le pouvoir d'achat des ménages était donc sur une pente très positive, progressant d'environ 3%.

La consommation des ménages est de très loin le premier poste de la demande américaine. Le premier déterminant de la consommation est le revenu, dont la principale composante est le revenu d'activité. Ainsi, de solides perspectives pour le marché du travail assurent les performances de l'économie américaine. C'est la principale raison de notre optimisme pour 2015.

Concernant **les pays émergents et en développement**, pour la quatrième année consécutive, la croissance a continué de ralentir à seulement 4,4% en 2014 contre plus de 7% en 2010. A eux seuls, les poids lourds (Chine, Inde, Brésil, Russie) y contribuent pour plus de la moitié. Seule l'Inde présente des évolutions en amélioration par rapport à 2013 tant sur le plan politique avec l'élection d'un nouveau premier ministre réformateur disposant d'une majorité à la chambre basse, que sur le plan économique avec une légère ré-accélération de la croissance, une réduction de l'inflation et des déficits publics et extérieurs. A l'inverse, en Russie, l'économie a basculé progressivement dans la récession sous l'effet conjugué des mesures d'embargo prises par les Etats-Unis et l'Union européenne et le retournement à la baisse des prix du pétrole sur la deuxième partie de l'année.

Au Brésil, la croissance, qui s'était essoufflée au cours des dernières années, a calé en 2014 : les incertitudes liées au contexte économique international et à la préparation des élections présidentielles d'octobre ont fait chuter l'investissement, déjà affaibli par un cadre réglementaire et fiscal contraignant, des infrastructures insuffisamment développées et un climat des affaires terni par des affaires de corruption.



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bicici.com

Un réseau
international
d'experts
financiers à
votre service

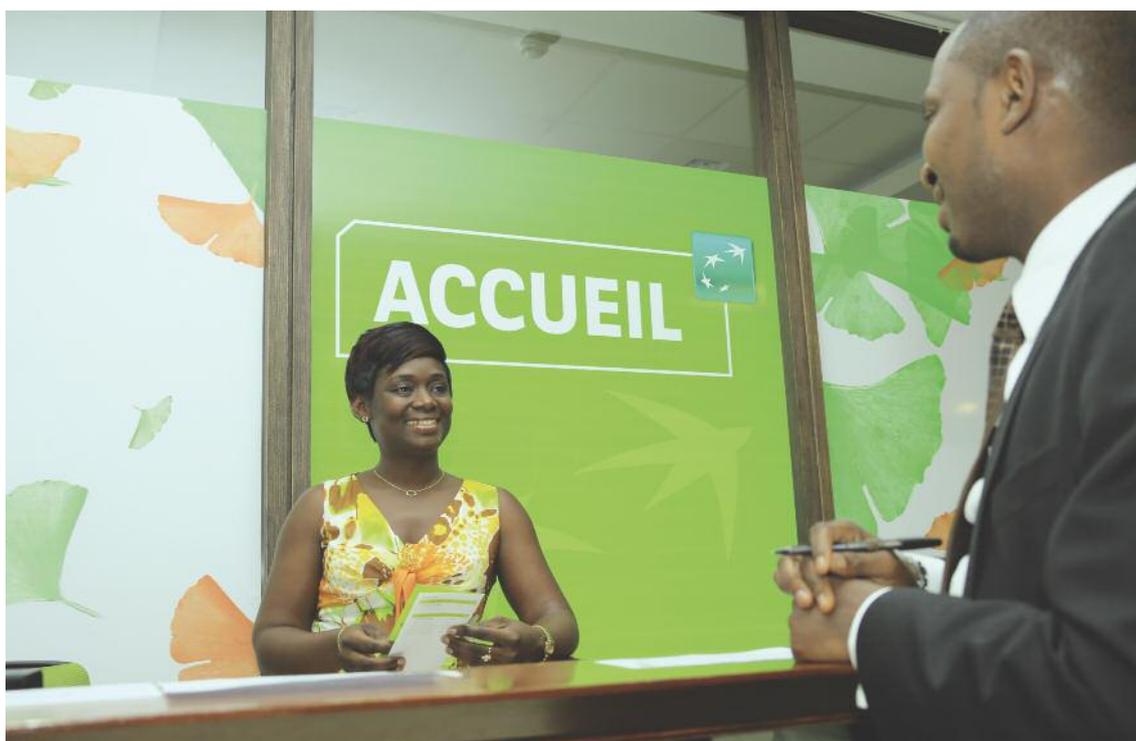
**Votre réussite est
notre mission**



Depuis des décennies, nous accompagnons les entreprises en mettant à leur disposition des solutions de financement innovantes et notre réseau mondial.

La consommation privée a quant à elle souffert de l'érosion de la progression des salaires réels et du durcissement de la politique monétaire. Enfin, en Chine, la croissance poursuit son ralentissement structurel : supérieure à 10% en 2010, elle s'est établie à 7,4% en 2014. Alors que la demande externe pour les biens manufacturés chinois s'est durablement affaiblie, le ralentissement est largement lié à des facteurs internes. En particulier, les distorsions dans l'industrie et le marché immobilier, l'excès de dette des entreprises, la détérioration de la qualité des portefeuilles de prêts et le resserrement du cadre réglementaire dans le secteur financier pèsent sur l'investissement interne.

En Zone euro, l'année 2014 n'a pas été celle de l'accélération de la reprise. Après un sursaut en début d'année, la confiance s'est peu à peu dissipée sur le reste de l'année. L'industrie manufacturière, moteur de la reprise, a pâti du ralentissement de la demande mondiale. Une croissance plus faible que prévu en Chine et l'escalade des tensions géopolitiques au cours de l'été (principalement entre l'UE et la Russie) ont entraîné une érosion de la confiance et pénalisé le secteur manufacturier, particulièrement sensible à la dynamique des exportations. Aussi la zone euro n'a-t-elle pas connu toutes les phases du cycle de reprise classique, avec une demande extérieure qui dope l'activité dans le secteur manufacturier entraînant une hausse de l'emploi et, en fin de compte, un rebond de la demande intérieure. L'investissement, sérieusement touché par la crise, se situe toujours à 15% environ en dessous des niveaux antérieurs à la crise, tandis que la consommation privée a enregistré des performances qui, sans être brillantes, se sont néanmoins améliorées, essentiellement grâce à la faiblesse de l'inflation. Les niveaux élevés de chômage dans plusieurs Etats membres ont en effet lourdement pesé sur la dynamique du revenu disponible. Après une contraction de 0,4% en 2013, la croissance du PIB devrait être d'à peine 0,8% en 2014, soit une reprise pour le moins timide.



Bienvenue à la BICICI, bienvenue chez vous.



La BICICI vous accompagne au quotidien.

En France, en 2014, comme en 2012 et 2013, les espoirs de reprise ont été déçus. La croissance a certes été positive mais à peine. Elle est allée de contrecoup en rattrapage sans parvenir à décoller, comme en atteste le sursaut trompeur du troisième trimestre (avec une hausse inattendue de 0,3% en rythme trimestriel du PIB) : il doit beaucoup à la consommation publique et à la formation des stocks, des moteurs de croissance difficiles à considérer comme pérennes. La résistance à la baisse de la consommation des ménages, malgré un pouvoir d'achat sous pression, est remarquable mais la croissance n'en reste pas moins tirée vers le bas par l'investissement, qu'il s'agisse de celui des entreprises, des ménages ou des administrations publiques et les exportations n'ont pas pris le relais. Pendant ce temps, et cela va avec la panne de croissance, le retour de la confiance se fait toujours désirer. Il y a plusieurs raisons à cela et pourquoi la reprise a fait faux bond en 2014. Aux faiblesses structurelles de l'économie française se greffent des freins de nature plus conjoncturelle. L'analyse des erreurs de prévisions est instructive. Il en ressort les points suivants. Sur le front intérieur, la correction immobilière a été plus sévère que prévu et l'ampleur de cette correction démarque la France. Les premiers effets du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) n'ont, visiblement, pas été au rendez-vous. Le Pacte de responsabilité et de solidarité n'a pas eu l'effet d'annonce escompté sur la confiance. La politique économique n'a pas gagné en lisibilité et stabilité. La consolidation budgétaire est plus difficile que prévu et on n'en voit pas la fin. En conséquence, la visibilité ne s'est pas améliorée et l'incertitude ne s'est pas amenuisée. L'environnement extérieur, européen comme émergent, s'est avéré, de son côté, moins porteur qu'attendu, notamment du fait de la crise russo-ukrainienne. Dans ces conditions, le climat des affaires peut difficilement s'améliorer de manière durable et auto-entretenu. L'absence d'amélioration des conditions sur le marché du travail, à la fois cause et conséquence de l'atonie de la croissance, n'est pas surprenante non plus.

En Zone UEMOA, malgré un environnement mondial toujours terne, l'activité a fait preuve de résilience affichant une croissance de 6,8% en 2014 contre 5,9% en 2013. Parallèlement, l'inflation s'est établie à -0,2% contre 1,6% en 2013, en rapport avec le repli des prix des produits alimentaires (produits locaux comme importés), notamment les céréales et les tubercules.

Perspectives 2015

Aux Etats-Unis, nous attendons une croissance comprise entre 3,0% et 3,5%, s'expliquant par des performances toujours bonnes des dépenses de consommation, nourrissant une nouvelle accélération de l'investissement des entreprises. Le commerce extérieur pourrait, en revanche, être un frein. Le différentiel de croissance entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux plaide pour des importations américaines dynamiques et des exportations qui le seront moins. La récente appréciation marquée du dollar (d'environ 10% en termes effectifs), en pénalisant la compétitivité externe des Etats-Unis, pourrait conduire à un creusement plus important des déficits extérieurs. L'effondrement des prix du pétrole plaide en revanche pour une nouvelle réduction de la facture énergétique externe.

De fait, les niveaux touchés par le West Texas Intermediate – prix de référence du pétrole brut aux Etats-Unis – au début de 2015 sont tels qu'ils pourraient permettre aux Etats-Unis d'afficher un équilibre de ses échanges extérieurs en produits pétroliers, une situation inédite depuis le début des années 1990. Au-delà des comptes extérieurs, l'évolution du prix des matières premières pourrait avoir un effet légèrement positif sur la croissance, en libérant davantage de pouvoir d'achat pour les ménages. L'effet serait d'autant plus important si les entreprises choisissaient de répercuter le recul de leurs coûts de production sur leurs prix de vente.

Dans les principaux pays émergents, l'environnement mondial devrait être plus favorable grâce à une consolidation de la croissance aux Etats-Unis, un frémissement dans la zone euro et la baisse des prix du pétrole et des autres matières premières. En effet, le gain de pouvoir d'achat pour les pays émergents importateurs de matières premières devrait a priori l'emporter sur le manque à gagner pour les pays exportateurs. D'après les calculs de la Banque mondiale, une baisse de 20% des prix du pétrole, représente, toutes choses égales par ailleurs, un gain de croissance de 0,9%. Or, début 2015, le prix du baril de Brent a déjà diminué de 40% par rapport à 2014. En revanche, la hausse du dollar va alourdir la charge de la dette des Etats et, surtout, des grandes entreprises qui ont profité de la liquidité injectée par la Fed au cours des années 2009-2013 pour s'endetter en dollars. Le risque est particulièrement élevé pour les entreprises du secteur minier et des industries intermédiaires qui sont pénalisées par la baisse quasi générale des prix des matières premières et semi-produits industriels. Enfin, le risque politique et sécuritaire va rester très prégnant, au Moyen-Orient bien entendu, mais aussi en Afrique et dans les pays de la CEI où les affrontements dans l'Est de l'Ukraine pourraient faire tâche d'huile pour d'autres pays de la CEI.

En Zone euro, après une année 2014 à nouveau décevante, l'activité devrait, enfin, commencer à accélérer courant 2015, sous l'effet de plusieurs impulsions positives, comme la baisse des prix du pétrole, la dépréciation de la monnaie et la robustesse de la croissance dans quelques grands pays avancés tels que les Etats-Unis, le Canada ou le Royaume-Uni. Toutefois, l'absence d'inflation reste un sujet de préoccupation. Certes, ses composantes les plus volatiles, à savoir les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ont largement contribué à son ralentissement au cours des derniers mois, mais celui-ci a aussi des racines plus profondes. L'inflation sous-jacente (hors alimentaire et énergie), plus sensible aux facteurs domestiques (écart au potentiel, chômage, crédit) recule également. Pour lutter contre la faiblesse de l'inflation et les risques de plus en plus grands de déflation, la BCE va probablement adopter de nouvelles mesures de politique monétaire non conventionnelle, dont l'achat de titres de dette souveraine. Une telle initiative contribuera probablement à réduire encore les taux d'intérêt à long terme et à abaisser, par conséquent, les coûts de financement de l'économie, stimulant ainsi la demande intérieure.

Le contexte économique

Pour toutes ces raisons, nous prévoyons une croissance du PIB à plus de 1% en 2015 et à un peu moins de 2% en 2016.

En France, les espoirs de reprise, déçus jusqu'à présent, se reportent sur 2015. Non sans raison. La dépréciation de l'euro arrive à un bon moment pour le secteur exportateur, après plusieurs années très difficiles (chute de la demande des pays du sud de l'UEM, pertes de marchés consécutives aux « dévaluations internes » espagnole, portugaise, irlandaise...).

Sur le front intérieur, des mesures de relance de l'offre et de soutien de la demande montent en puissance. La reprise pourra aussi s'appuyer sur le toujours très bas niveau des taux d'intérêt et le stimulus monétaire de la BCE.

Le redémarrage reposerait encore fondamentalement sur celui de la consommation des ménages. Celle-ci devrait être entretenue par l'orientation un peu plus favorable de leur pouvoir d'achat grâce à la baisse de l'inflation en lien avec celle du pétrole, le rythme attendu de progression du revenu disponible brut (RDB) nominal étant similaire à 2014. D'un côté, le RDB devrait certes être soutenu par les hausses d'impôts moindres et la légère progression anticipée de l'emploi total (à la faveur du nombre accru des emplois aidés dans le secteur non marchand et de l'effet cumulé sur l'emploi marchand du CICE et des allègements de charges du pacte de responsabilité ciblés sur les bas salaires en 2015). Mais de l'autre, sa progression restera tirée vers le bas par celle des salaires, sous la double pression du niveau élevé du taux de chômage et de l'effort attendu de reconstitution des marges des entreprises, ce dernier contraignant aussi le redémarrage de l'emploi du fait des gains de productivité qu'il implique.

Les exportations devraient, quant à elles, bénéficier de la baisse de l'euro, du renforcement de la croissance aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, du redressement de celle de la zone euro et du maintien global de celle des pays émergents. Le redémarrage de la consommation privée et des exportations doit entraîner celui de l'investissement des entreprises, à l'aide aussi de la petite impulsion espérée du pacte de compétitivité. En plus de ces moteurs qui redémarrent, il y a un frein qui devrait se desserrer, celui de l'investissement résidentiel dont le rythme de baisse devrait ralentir. En revanche, l'investissement public accentuera le sien et la consommation publique sera moins soutenue...



Au final, d'après nos prévisions, la croissance atteindrait 0,9% en moyenne annuelle en 2015, après 0,4% en 2014. Elle gagnerait ensuite en force, à 1,5% en 2016. Si la reprise se confirme, la croissance resterait toutefois fragile et faible, inférieure notamment à celle anticipée pour la zone euro. En effet, le poids élevé des services dans l'économie et des taxes dans le prix des carburants font que la baisse du prix du pétrole devrait se traduire par un surcroît de croissance en France un peu moins important qu'ailleurs en Europe. Il en va de même de la compétitivité dégradée de l'économie qui limite l'effet bénéfique de la dépréciation de l'euro. Enfin, la France étant moins avancée que d'autres pays de la zone euro dans son processus de consolidation budgétaire, son activité va s'en trouver plus durablement freinée.

La zone UEMOA a confirmé son dynamisme en 2014 en affichant une croissance estimée à 6,2% contre 5,7% en 2013. Si la Côte d'Ivoire reste la locomotive régionale, l'accélération de la croissance régionale témoigne d'un renforcement de l'activité dans la quasi-totalité des pays. Les perspectives pour 2015 sont toujours bien orientées, avec un PIB réel régional qui progresserait de 6%. Néanmoins de nombreux facteurs de tension sont à signaler : élections en Côte d'Ivoire, transition politique au Burkina Faso, problèmes sécuritaires au Sahel et pressions sur les cours des principales matières premières exportées par la région (à l'exception du cacao). L'épidémie Ebola restera également une menace même si la contagion a été bien contenue jusqu'à présent. En outre, l'inflation est demeurée basse en 2014, inférieure à 1%, et le restera en 2015 (+2,3%) grâce aux effets stabilisateurs de la zone FCFA et à la chute des cours du pétrole.

Croissance et perspectives de l'économie mondiale

Taux de croissance en %	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
Production mondiale	3,1	3,3	3,3	3,3
Economies avancés	1,4	1,3	1,8	2,4
États-Unis	2,8	2,2	2,4	3,5
Zone euro	-0,7	-0,5	0,8	1,2
Allemagne	0,9	0,2	1,5	1,3
France	0,3	0,3	0,4	0,9
Espagne	-1,6	-1,2	1,4	2,0
Japon	1,4	1,6	0,1	0,6
Royaume-Uni	0,3	1,7	2,6	2,7
Canada	1,7	2,0	2,4	2,3
Autres pays avancés	1,9	2,2	2,8	3,0
Pays émergents et en développement	4,9	4,7	4,4	4,3
Afrique subsaharienne	4,8	5,2	4,8	4,9
Russie	3,4	1,3	0,6	-3,0
Chine	7,7	7,8	7,4	6,8
Inde	3,2	5,0	5,8	6,3
Brésil	1,0	2,5	0,1	0,3
Afrique du Sud	2,5	2,2	1,4	2,1

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale – janvier 2015



Côte d'Ivoire

Bilan 2014

Sur le plan national, la dynamique économique amorcée depuis 2012 s'est poursuivie en 2014 avec un taux de 8,5%, impulsée par l'ensemble des secteurs, principalement les secteurs secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire a enregistré un ralentissement (4% de croissance contre 6,9% en 2013) en raison de la baisse attendue de la production de cacao. Par ailleurs, l'agriculture vivrière connaît une évolution de 5,3% essentiellement due à la poursuite de la politique rizicole.

Le secteur secondaire tirant profit de l'amélioration de l'environnement des affaires a progressé de 6,1% en relation notamment avec la hausse des BTP (+20%) liée à la mise en œuvre des chantiers publics et à la bonne évolution des industries manufacturières (+12,8%) et agro-alimentaires (+11,5%).

De même, le secteur tertiaire, bénéficiant du dynamisme des activités dans le commerce (+12%), les télécommunications (+10,8%), les transports (+10,4%) et les autres services (+13,7%), a connu une croissance de 12,4%.

Contributions sectorielles à la croissance du PIB de 2011 à 2015

Taux de croissance en %	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
PIB total	-4,7	9,8	9,0	9,0	10,0
secteur primaire	1,7	2,3	6,9	4,0	3,4
secteur secondaire	-9,7	19,2	8,8	6,1	14,5
secteur tertiaire	-12,7	13,5	9,6	12,4	12,9
Consommation finale	-5,5	13,0	5,7	8,2	7,7
Exportations de biens	-3,2	12,0	6,0	9,2	9,6
Importations de biens	-8,6	77,2	6,4	9,1	9,1
en % du PIB					
Investissements	8,2	13,7	14,6	16,0	17,0
Public	2,8	4,9	7,5	7,7	7,7
Privé	5,4	8,8	7,1	8,3	9,3

Source : Direction Générale de l'Economie – Cadrage macro économique – Octobre 2014

Evolution des produits du secteur primaire de 2011 à 2015

Productions (en milliers de tonnes)	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (p)
Café	32	121	104	107	111
Cacao	1 559	1 499	1 671	1 650	1 602
Bananes	356	377	394	414	455
Coton graine	198	288	358	417	480
Huiles de palme	394	418	392	412	433
Sucre	202	193	179	187	193
Caoutchouc	239	255	290	322	350
Anacarde	380	450	488	550	610
Pétrole (milliers de barils)	12 391	10 770	9 133	6 812	7 518
Gaz (millions de m ³)	1 632	1 780	2 126	2 205	2 230
Or (Kilogramme)	12 357	12 164	15 516	15 000	18 000
Manganèse (tonnes)	49 944	108 330	254 499	300 107	360 000

Source : Direction Générale de l'Economie – Cadrage macro économique – Octobre 2014

Profitant d'une situation globale en amélioration, les recettes ont cru de 22,3% soutenues par les revenus des opérations extérieures en hausse de 35% (+142 Mds XOF).

Conformément aux priorités gouvernementales annoncées dans la loi de finance 2014, les dépenses relatives aux charges de personnel (recrutement de 18 933 nouveaux agents et déblocage des salaires) et aux investissements ont augmenté, respectivement de 13,9% (+144,4 Mds XOF) et de 7,4% (+68,7 Mds XOF). Les secteurs des infrastructures et de l'énergie restent les principaux destinataires des investissements publics. Parallèlement, les dépenses liées au remboursement de la dette intérieure ont enregistré une hausse de 19% (+136,8 Mds XOF).

Perspectives 2015

En 2015, les perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire restent fortes. Le FMI prévoit une croissance autour de 9,4% assortie d'un taux d'inflation à 1,7%, grâce à la vigueur de l'investissement privé dans l'agriculture, les mines, le logement et les services, et à l'investissement public dans les infrastructures des transports et de l'énergie, ainsi que dans les secteurs sociaux.

Cette projection dépend toutefois de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance, ainsi que de la stabilité sociopolitique. Concrètement, il s'agira de réussir l'organisation des élections, d'accentuer les actions de lutte contre la corruption, d'apurer la dette intérieure.

Le budget 2015 s'équilibre en ressources et en emplois à 5 014,3 Mds XOF, en hausse de 13,8% par rapport à 2014. Cette augmentation est essentiellement liée à la progression des recettes fiscales (+10,7%) et des emprunts (+44%). Ces prévisions induisent un taux de pression fiscale de 15,3% du PIB, en deçà du plancher de la norme communautaire de 17%.

Le contexte économique

Quant aux dépenses du budget, elles enregistrent une augmentation imputable à l'accroissement des charges de personnel et au renforcement des dépenses d'investissement. La hausse des charges de personnel s'explique principalement par la poursuite du déblocage des avancements indiciaires des fonctionnaires engagés en 2014 puis au recrutement de 9 283 nouveaux agents.

En conformité avec les intentions gouvernementales, les dépenses d'investissement s'accroissent de 14,6% par rapport à 2014 et le poids de celles-ci dans les dépenses totales est en légère progression passant de 29,6% en 2014 à 30% en 2015.

Les dernières notes pays attribuées par des agences de notation internationales sont une traduction de la relative stabilité économique retrouvée du pays [noté B (perspective positive) par Fitch et B1 (perspective positive) par Moody's]. Enfin, le fait marquant de ces deux dernières années aura été la levée coup sur coup de deux Eurobond par l'Etat ivoirien, et ce, pour la première fois de son histoire, à savoir 750 MUSD en 2014 et 1 000 MUSD en 2015.

Evolution du Budget de l'Etat 2011 - 2015

En milliards de FCFA	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
Recettes totales	3 050,4	3 195,6	3 870,2	4 731,6	5 014,3
Recettes Intérieures	2 086,2	2 579,2	3 259,8	3 965,6	4 025,8
Recettes extérieures	964,2	616,4	555,0	697,4	988,5
Dette publique	1 291,5	883,0	972,2	1 167,4	1 213,3
Dette Intérieure	914,2	372,6	719,1	855,9	827,2
Dette extérieure	377,3	510,4	253,1	311,4	386,1
Dépenses Ordinaires	1 418,9	1 779,3	1 752,9	1 931,8	2 267,0
Dépenses d'investissement	340,1	612,3	935,1	1 003,8	1 496,3

Source : Ministère de l'Economie et des Finances / Direction Générale des Impôts





Abidjan Jazz by BICICI

Nous célébrons nos Clients

23 mai 2014 : **Groupe Belmondo Quartet**
à la salle des fêtes du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

24 mai 2014 : **Groupe Belmondo Quartet**
à la Gourmandise du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

30 mai 2014 : **Santé and Friends**
à la salle des fêtes du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

31 mai 2014 : **Paco Sery Group and The Ladies**
- Elisabeth Kontomanou
- Layori
- Sophia Nelson
au Palais des Congrès du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

En partenariat avec

AIRFRANCE  

SOFITEL
LUXURY HOTELS
ABIDJAN HOTEL IVOIRE



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bicici.com

 bicicibanque

 Bicicotedivoire

 bicicibanque



**RAPPORT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE**

Le marché bancaire ivoirien a été animé en 2014 par 25 banques et établissements financiers. L'année aura été marquée par la liquidation d'une banque de la place, exigée par les autorités de régulation.

Dans ce contexte, l'action de rénovation des agences de la BICICI et l'ouverture de nouveaux points de vente se sont poursuivies. Le fait marquant reste la rénovation de l'agence principale d'Abidjan Plateau, offrant désormais un plus grand confort aux clients et une meilleure proximité de ceux-ci avec les équipes commerciales.

La conquête de clients Particuliers et Professionnels, leur équipement tant en crédits qu'en produits dédiés de même que l'analyse régulière de la conformité des opérations confiées par nos clients ont jalonné l'exercice de l'activité Retail.

Concernant l'activité Entreprises et Institutionnels, le lancement d'un Desk Soft Commodities (Département exclusivement dédié au financement des acteurs opérant dans le négoce et la transformation de matières premières agricoles) a été structurant pour la banque puisqu'il aura permis de gagner en professionnalisme dans l'approche de cette clientèle exigeante.

De même, le lancement en 2014 de l'activité d'affacturage confirme la volonté de la BICICI d'innover en mettant à la disposition de ses clients une offre de produits et services toujours plus riche et plus proche de leurs besoins.

Évolution des ressources

Les encours de ressources affichent une forte hausse de 24,1%.

La clientèle des entreprises et institutionnels enregistre une forte progression des dépôts à vue de 24,3% en lien avec la campagne Café-Cacao.

La rubrique des Autres Ressources a également fortement augmenté (+51%). A l'instar de l'année 2013, ce niveau s'explique par l'évolution des dépôts de garantie nécessaires à l'émission de monnaie électronique relative au développement des activités de Mobile Money en partenariat avec Orange Côte d'Ivoire.

Les encours sur la clientèle des Particuliers et des Professionnels évoluent de 19,7%, tirés par les dépôts à vue (+14,6%) et l'épargne (+10,1%).

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Clientèle Entreprises & Institutionnels	123 119	153 029	24,3%
Clientèle Particuliers et Professionnels	205 148	245 596	19,7%
Autres ressources	31 438	47 604	51,4%
Total Ressources	359 705	446 230	24,1%

Au terme de l'exercice 2014, le ratio emplois / dépôts de la BICICI demeure favorable à 80,07%. De même, la banque reste attentive à son coût de ressources captées, qui s'est ainsi amélioré de 34 points de base sur l'année.

Évolution des emplois

Les volumes de remplois sont globalement en hausse de 10%.

Les financements de crédits à la clientèle des Particuliers et des Professionnels augmentent fortement de 20,3%. Cette croissance est essentiellement portée par la hausse des crédits à la consommation de 23,8%. La part contributive des crédits à l'habitat reste modeste en volume. Les encours de crédits aux Professionnels évoluent quant à eux de façon significative (+32%), bien que relativement faibles en valeur absolue.

La clientèle Entreprises et Institutionnels a connu une progression des encours de 7,4% s'expliquant par :

- L'accélération de la production de crédit d'investissement (+7,7%)
- L'impact des mises en place importantes sur le crédit-bail, cette activité ayant par ailleurs profité de la reprise du marché automobile.
- L'augmentation des crédits court terme (+27,3%)

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Clientèle Entreprises & Institutionnels*	231 639	248 741	7,4%
Clientèle Particuliers et Professionnels	58 580	70 445	20,3%
Total Remplois	290 219	319 186	10,0%
*Dont créances commerciales sur l'Etat	17 639	12 402	-29,7%

Les créances commerciales sur l'Etat Ivoirien sont en baisse de près de 30%, du fait des amortissements contractuels de nos créances. A fin 2014, le volume d'encours des titres obligataires et des bons du trésor est de 60 Mds FCFA, contre 51,3 Mds FCFA à fin 2013 (+16,9%).

Évolution des parts de marché

En ressources, notre position n'a pas été gênée par l'environnement concurrentiel sur la place bancaire et notre part de marché connaît une légère amélioration. En revanche, notre part de marché de emplois baisse sous l'effet d'une rude concurrence, notamment des banques les plus récentes de la place ayant une pratique tarifaire particulièrement agressive.

En %	Déc 2011	Déc 2012	Déc 2013	Déc 2014
Part de marché dépôt clientèle	9,2	9,9	9,0	9,2
Part de marché emplois clientèle	10,0	9,9	10,0	9,1

Source APB-CI

Évolution du résultat a fin décembre 2014

Evolution du Produit Net Bancaire (PNB)

La dynamique commerciale engagée depuis 2012 se poursuit sur les deux lignes de clientèle. La VAC totalise 22 885 MFCFA, soit une progression de 19,8% tirée par :

- La marge sur capitaux, en progression de 14,4%
- la hausse des revenus du portefeuille de titres (+18,3%).
- Les bons résultats de l'activité crédit-bail dont les revenus sont en hausse de 84,0%
- La progression du résultat de change (+47,2%).

Les commissions nettes évoluent de +11,3% en dépit de l'entrée en vigueur de services gratuits à la clientèle imposés par la BCEAO depuis octobre 2014.

Au total, le PNB ressort à près de 38 Mds FCFA, en hausse de 16% et dépassant ainsi l'objectif budgétaire de 9,61%.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Produit Net Bancaire (PNB)	32 655	37 976	5 321	16,29%
VAC	19 099	22 885	3 786	19,82%
Dont opérations de trésorerie et interbancaires	155	175	20	12,85%
Dont revenus du portefeuille titres	3 184	3 768	584	18,34%
Commissions Nettes	13 556	15 091	1 534	11,32%

Evolution des frais de gestion

Les frais du personnel, bien qu'en augmentation (+1,9%), restent contenus dans le budget. En plus d'une hausse des appointements liée à l'évolution de l'effectif et aux changements de situation, 2014 a supporté le paiement d'une prime exceptionnelle sur le résultat 2013, du fait de la belle performance réalisée par les collaborateurs de la banque. Sur l'année, l'effectif (hors CSP) est passé de 534 collaborateurs à 546 au 31 décembre 2014.

L'augmentation des autres frais généraux de 5,3% s'explique principalement par les frais induits par l'extension du réseau d'agences, par la relocalisation des back-office et par les charges informatiques en hausse de 17,6%.

Les dotations aux amortissements sont stables en attendant la prise en compte des amortissements liés aux travaux de rénovation du siège principal.

Au final, les frais généraux de la BICICI sont en hausse de 3,7%, totalisant 23,9 Mds FCFA.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Total Frais de Gestion	-23 018	-23 869	-851	+3,70%
Frais de personnel	-8 671	-8 839	-168	+1,94%
Autres Frais Généraux	-11 819	-12 448	-629	+5,33%
Dot. Aux amortissements	-2 528	-2 581	-53	+2,10%

Evolution du Résultat Brut d'Exploitation (R.B.E.)

Sous l'effet conjugué de la forte hausse du PNB et de la maîtrise des frais généraux, la rentabilité opérationnelle s'améliore avec un RBE qui progresse de 46,4%.

Le coefficient d'exploitation ressort à 62,85% contre 70,49% en 2013.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation	
R.B.E. A FP SOC.	9 638	14 107	+4 469	+ 46,4%
Coefficient d'exploitation	70,49%	62,85%	-7,64 pts	

Evolution du coût du risque

Le coût du risque connaît une nette hausse en 2014, totalisant 2 792 M FCFA.

La banque a procédé au provisionnement de dossiers après une analyse stricte des risques et dans le respect des règles prudentielles édictées par le régulateur. Dans le même temps, après une année 2013 exceptionnelle en termes de reprises et de récupérations de créances amorties, l'année 2014 a été moins favorable.

Les nivellements par Produits et Charges Exceptionnels (PCE) sont quant à eux en baisse de 73,01%. Le taux de couverture des créances douteuses ressort à un niveau confortable, soit 85,08%.

En millions de FCFA	2013	2014	Variation
Total général	497	-2 792	3 289
Dotations	-1 051	-4 064	3 013
Nivellement à PCE	-1 827	-493	-1 334
Reprises & Récupérations de créances amorties	3 375	1 764	-1 611

Evolution du résultat courant et du résultat net

Le résultat courant avant impôt a subi les charges exceptionnelles liées au contrôle fiscal en 2014 qui s'est traduit par le paiement de 670 M FCFA à l'administration fiscale.

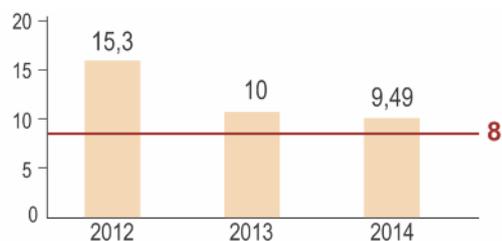
A contrario, le RCAI a bénéficié d'un réajustement du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) et augmente de 37,9%.

Le résultat net comptable s'élève à 10 106 M XOF en hausse de 9,0%. Les objectifs budgétaires sont dépassés de 35,7%.

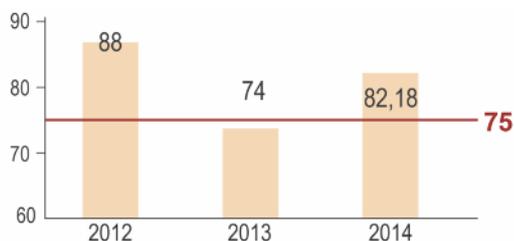
En millions de FCFA	2013	2014	Variation 2014 vs 2013	
Résultat Courant	10 136	11 315	+1 179	+11,63%
Résultat Net Avant Impôt	11 245	11 940	+695	+6,18%
Résultat Net	9 269	10 106	+837	+9,03%



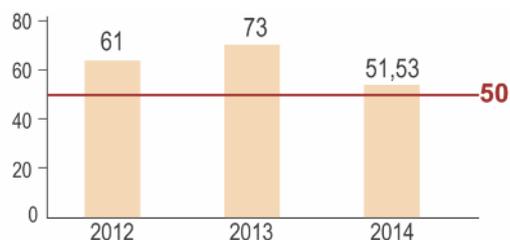
Évolution des ratios prudentiels



Ratio de Solvabilité



Ratio de Liquidité



Ratio de couverture des emplois MLT par les ressources stables



L'activité de crédits à l'économie ivoirienne par la BICICI a été marquée par une croissance soutenue au cours de ces trois dernières années. Les encours de crédits à moyen terme ont notamment connu une hausse significative. Cela s'est traduit par une baisse de notre ratio de solvabilité et également par une baisse de notre ratio de couverture des emplois à moyen terme par des ressources longues. Il apparaît dès lors pertinent de mener des actions en vue d'améliorer ces ratios réglementaires et de continuer ainsi à soutenir l'économie de façon résolue, notamment en renforçant la captation de ressources longues, en révisant notre approche en matière de rémunération de ces dépôts et en renforçant nos fonds propres.

Répartition du résultat 2014

Le Résultat Net Comptable s'élève à FCFA 10 105 906 071 ce qui augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 897 127 se traduit par un bénéfice disponible de FCFA 10 106 803 198.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation de ce bénéfice comme suit :

- Dotation de 15% à la réserve spéciale (article 27 de la loi bancaire) soit FCFA 1 515 885 911,
- Dotation d'une réserve complémentaire de FCFA 2 500 000 000,
- Distribution définitive de FCFA 6 083 334 550, soit un dividende brut de FCFA 3 650 par action représentant 36,5% du nominal de l'action,
- Mise en report à nouveau de FCFA 7 582 737.



Perspectives 2015

Dans un environnement économique plutôt bien orienté, nous resterons tout de même attentifs aux conditions de tenue du scrutin présidentiel d'octobre 2015. Celui-ci sera en effet déterminant pour l'accélération de la bonne dynamique déjà observée, mais également pour la concrétisation de projets portés par bon nombre d'investisseurs.

Le bon équilibre bilanciel de la BICICI, son dispositif de qualité suite aux travaux d'extension et de rénovation de ces dernières années et sa stratégie claire de développement sont autant d'atouts pour faire en sorte que l'année 2015 lui soit profitable.

Il conviendra de rester vigilant sur la gestion du risque de crédit et sur le respect de nos règles en matière de conformité de nos opérations, tout en étant attentif à la rentabilité d'ensemble de la banque.





**RAPPORT GENERAL
ET RAPPORT SPÉCIAL
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- Le respect de la réglementation prudentielle ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en Côte d'Ivoire; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) sont, au regard des règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Notre revue du contrôle interne avait essentiellement pour objectif d'orienter nos travaux d'audit des états financiers. Ne consistant pas en une étude approfondie de l'organisation, elle n'a donc pas nécessairement mis en évidence toutes les faiblesses de l'organisation actuelle.

Notre examen a mis en évidence des axes d'améliorations qui font l'objet d'un rapport séparé adressé au Conseil d'Administration de la Banque, conformément à l'article 8 de la circulaire n°004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire de l'UMOA.

Vérifications des documents présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque.

Vérifications spécifiques prévues par la réglementation bancaire

Ratios prudentiels

La revue des ratios nous a permis de noter que la Banque respecte tous les ratios établis dans le dispositif prudentiel.

Encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque

Conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque, aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10% ou plus des droits de vote au sein de la Banque, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent à FCFA 2375 millions au 31 décembre 2014, soit 6,59% des fonds propres effectifs qui s'établissent à FCFA 39 038 millions à cette date.

Le plafond autorisé par la réglementation bancaire n'a pas encore fait l'objet d'instruction de la Banque Centrale à la date du présent rapport. Ce ratio était de 20% dans l'ancienne loi bancaire.

Abidjan, le 09 juin 2015

Les Commissaires aux comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc Wabi
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et les conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire

Exercice clos le 31 décembre 2014

Etabli en application des dispositions des articles 440 à 442 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE) et de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées et les conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance N° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire.

En application des dispositions des articles 440 à 442 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (GIE), nous portons à votre connaissance les conventions suivantes, visées aux articles 438 à 448 de cette loi et qui concernent :

- Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs, directeur général ou directeur général adjoint ;
- toute convention entre la société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un administrateur, directeur général, directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- Toute convention intervenant entre la société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, directeur général, directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante.

Ce rapport ne concerne pas les conventions normales portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

Conventions relevant des articles 438 à 440 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

Conventions conclues au cours de l'exercice 2014

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Banque ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2014.

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2014

En application de l'article 440 alinéa 6 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention de coopération technique avec BNP Paribas - BDDI Participation

Administrateur concerné : BNP Paribas – BDDI Partitipation

Nature et objet : Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP Paribas – BDDI Partitipation.

Modalités et rémunérations : Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à FCFA 1 044 millions.



Convention de gestion déléguée des prestations informatiques avec BNP PARIBAS - SFDI

Administrateur concerné : BNP Paribas – SFDI

Nature et objet : Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, pour prendre en charge des prestations informatiques visant des services généraux normalisés dans le Groupe BNP Paribas.

Modalités et rémunérations : Aux termes de cette convention, les dépenses de gestion déléguée engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à FCFA 370 millions.

Convention de prestations de services informatiques avec BDSI

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, pour prendre en charge des prestations informatiques indiquées dans le contrat d'application

Modalités et rémunérations : Aux termes de cette convention, les dépenses engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2014, s'élèvent à FCFA 407 millions.

Convention d'assistance technique avec BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : BICICI

Nature et objet : Assistance technique en faveur de la BICI-BOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

Modalités et rémunérations : Au titre de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICI-BOURSE pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 37 millions.

Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et sa filiale BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : BICICI

Nature et objet : Remboursement par BICI-BOURSE des frais et débours engagés par la BICICI.

Modalités et rémunérations : En application de cette convention, BICI-BOURSE rembourse à la BICICI la quote part de frais de tenue de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale d'Actionnaires. Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au cours de l'exercice 2014.

Convention de service d'audit dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP) Audit

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Cette convention fixe le principe et les modalités de remboursement des dépenses occasionnées par l'équipe centrale du Hub, basée géographiquement à Dakar, au Sénégal, dans le cadre des prestations (missions) d'audit.

Modalités et rémunérations : La clé de répartition retenue est le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 88 millions.

Convention de service d'analyse des risques dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP) Risques

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Il a été créé une plateforme «Risque», centre régional, à des fins de gestion du risque de crédit à l'échelle des BICI. L'équipe est basée géographiquement à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et réalise des prestations pour le compte des BICI.

Modalités et rémunérations : Les coûts engendrés dans le cadre de cette plateforme sont refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et la volumétrie des dossiers entrants. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 199 millions.

Convention d'assistance technique avec le CSP Risques

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Assistance technique en faveur du CSP, à sa demande.

Modalités et rémunérations : Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au CSP risque au titre de l'exercice 2014.

Convention de prestations de services de formation dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP) Formation

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Le CSP Formation a pour responsabilité de définir et piloter la stratégie de formation des entités BICI de la zone Afrique francophone. Il a en charge l'organisation et l'animation des formations du périmètre Learning and Development (L&D) pour l'ensemble des pays, à l'exception des formations non régionalisables qui seront organisées par des relais locaux.

Modalités et rémunérations : Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le PNB et sur le nombre de formations réalisées. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 100 millions.

Convention de prestations de services de Monétique dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) Monétique

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Le CSP monétique régionale prendra en charge les activités Émission, Gestion des GAB, Gestion de la fraude et Gestion des réclamations pour le compte des sites BNP PARIBAS de la zone UEMOA. L'objectif poursuivi est l'amélioration de la qualité de traitement, la réduction du risque opérationnel et la génération de gains économiques.

Modalités et rémunérations : Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) Global et sur le niveau d'activité de chacun des sites. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 122 millions.

Convention de prestations de services de communication dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) Communication

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Le CSP communication a en charge la définition et le pilotage de la stratégie de communication régionale. Il assurera la mise en œuvre des actions de communication à l'exception des activités non régionalisables qui seront prises en charge par des relais locaux sur les sites concernés.

Modalités et rémunérations : Les coûts de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA 116 millions.

Convention de prestations de services de trésorerie-change dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP) Trésorerie - Change

Administrateur concerné : BNP Paribas

Nature et objet : Le CSP Trésorerie-change a pour objet de piloter la Trésorerie Régionale, d'optimiser la gestion de la liquidité en Franc CFA et en devises des BICI, d'optimiser la gestion du change à travers la consolidation des besoins en devises de la zone, de contrôler et de suivre cette activité. Il initie enfin une gestion actif – passif du bilan des BICI, en lien avec les sites.

Modalités et rémunérations : Ces coûts seront refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et sur le Besoin Net de Financement. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2014 s'élèvent à FCFA167 millions.

Conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance N°2009-385 du 1^{er} décembre 2009

En application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par l'établissement financier à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

La BICICI a accordé des prêts d'un montant global de FCFA 347 millions aux personnes susvisées.

Abidjan, le 09 juin 2015

Les Commissaires aux comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Mazars Côte d'Ivoire

Marc Wabi
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé





JOIN THE COMPETITION !

Ace Manager is back !
Come and join us in Universe City !



BNP PARIBAS



ACE MANAGER

Last year, nearly **21 200** students from **136** countries competed for Grand Finale. This year, what about you ?
Play the role of a banker, join an international student community and win internship opportunities in BNP Paribas.

Prizes worth a total of €15,000



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

| The bank for a changing world

bicici.com



RÉSOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, approuve ledit rapport ainsi que le bilan et le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

DEUXIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2014, prend acte et approuve ledit rapport.

TROISIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, prend acte et approuve les conventions mentionnées à l'article 438 précité.

QUATRIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de l'affectation du résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice qui se chiffre à FCFA 10 105 906 071 augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 897 127 soit un bénéfice disponible de FCFA 10 106 803 198 comme suit :

- Dotation de 15% à la réserve spéciale (article 27 de la loi bancaire) soit FCFA 1 515 885 911. A l'issue de cette dotation, la réserve spéciale s'élèvera à FCFA 15 962 431 434
- Dotation d'une réserve complémentaire de FCFA 2 500 000 000
- Distribution définitive de FCFA 6 083 334 550, soit un dividende brut de FCFA 3 650 par action représentant 36,5% du nominal de l'action.
- Mise en report à nouveau de FCFA 7 582 737.

CINQUIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, donne quitus entier et sans réserve à tous les Administrateurs, de l'exécution de leur mandat qui a pris fin ou qui expire ce jour, conformément à l'article 17 des statuts :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée jusqu'au 06 janvier 2015 par M. Jean-Luc AKOTO et par M. Philippe TARTELIN à compter du 7 janvier 2015,
- PROPARCO, représentée par M. Laurent FARGE,
- UA VIE devenue SUNU Assurances, représentée par M. Mohamed BAH,
- M. Seydou Elimane DIARRA jusqu'au 10 avril 2015,
- M. Jacques Henri WAHL,
- M. Pathé DIONE,
- M. Gérard MANGOUA,
- M. Philippe SECHAUD,
- M. Jean-François FICHAUX,
- M. Jean-Christophe DURAND,
- M. François BENAROYA,
- M. Fabien RIGUET.

Résolutions

SIXIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 17 des statuts, renouvelle le mandat des Administrateurs ci-après, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Philippe TARTELIN,
- PROPARCO, représentée par M. Laurent FARGE,
- SUNU Assurances, représentée par M. Mohamed BAH,
- M. Jacques Henri WAHL,
- M. Pathé DIONE,
- M. Gérard MANGOUA,
- M. Philippe SECHAUD,
- M. Jean-François FICHAUX,
- M. Jean-Christophe DURAND,
- M. François BENAROYA,
- M. Fabien RIGUET.

SEPTIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 431 de l'Acte Uniforme OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, décide d'allouer aux Administrateurs en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, la somme globale de FCFA 90 000 000.

Le Conseil d'Administration répartira librement ces indemnités entre ses membres.

HUITIEME RESOLUTION : L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.





La rentrée scolaire en toute sérénité grâce à la BICICI

CRÉDIT SCOLAIRE BICICI

Jusqu'à 5 millions Fcfa

Des remises accordées sur vos achats
de fournitures scolaires effectués à la Librairie de France*



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bicici.com



20 24 24 24
Centre de Relations Clients
(Coût d'un appel local)



bicibanque



bicicotedivoire



bicibanque

* Offre valable jusqu'au 31 octobre 2014
sous réserve d'acceptation de votre dossier.



DONNÉES FINANCIÈRES

Le bilan

Actif	Montants nets (en FCFA)	
	31/12/2013	31/12/2014
Caisse	16 737 940 802	16 921 622 397
Créances Interbancaires	39 330 565 900	64 838 173 183
- A vue	20 980 568 253	58 278 603 183
Banques Centrales	17 180 090 708	55 025 634 305
Trésor Public, CCP	-	-
Autres Établissements de Crédit	3 800 477 545	3 252 968 878
- A terme	18 349 997 647	6 559 570 000
	-	-
Créances sur la Clientèle	290 218 660 359	319 186 313 181
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	8 695 274 305	2 024 319 312
Crédits de Campagne	-	-
Crédits Ordinaires	8 695 274 305	2 024 319 312
- Autres Concours à la Clientèle	219 125 630 300	260 909 268 995
Crédits de Campagne	9 893 536 890	19 445 558 015
Crédits Ordinaires	209 232 093 410	241 463 710 980
- Comptes ordinaires Débiteurs	62 397 755 754	55 727 542 044
	-	-
- Affacturage	-	525 182 830
	-	-
Titres de Placement	46 252 596 666	-
Immobilisations Financières	1 518 181 654	61 932 562 900
Crédit-bail et opérations assimilées	12 674 896 228	23 076 583 392
Immobilisations Incorporelles	984 298 228	1 085 910 325
Immobilisations Corporelles	15 638 672	17 018 426 328
Actionnaires ou Associés	-	-
Autres Actifs	3 055 360 896	3 905 237 749
Comptes d'Ordre et Divers	2 330 491 375	6 292 981 763
Total Actif	428 741 664 640	514 257 811 218
Hors Bilan - Engagements données	31/12/2013	31/12/2014
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	13 545 946 213	12 984 965 034
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit	3 388 956 632	-
D'ordre de la clientèle	52 643 643 724	48 736 435 761
Engagements sur Titres		

Le bilan

Montants nets (en FCFA)			
	Passif	31/12/2013	31/12/2014
	Dettes Interbancaires	6 780 515 853	4 240 592 186
	- A vue	2 674 848 205	1 407 519 826
	Trésor Public, CCP	-	-
	Autres Établissements de Crédit	2 674 848 205	1 407 519 826
	- A terme	4 105 667 648	2 833 072 360
	Dettes à l'égard de la Clientèle	359 996 986 440	447 130 258 111
	- Comptes d'Épargne à vue	95 335 238 980	104 563 336 823
	- Comptes d'Épargne à terme	17 801 935 033	20 042 757 626
	- Bons de Caisse	-	-
	- Autres dettes à vue	169 571 774 714	220 122 226 894
	- Autres dettes à terme	77 288 037 713	102 401 936 768
	Dettes représentées par un Titre	-	-
	Autres Passifs	8 313 043 094	7 644 320 271
	Comptes d'Ordre et Divers	3 487 564 044	4 623 710 558
	Provisions pour Risques et Charges	2 848 279 156	1 963 451 649
	Provisions Réglementées	-	-
	Subvention d'Investissement	-	-
	Fonds affectés	-	-
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	4 610 162 157	3 724 458 475
	Capital ou Dotations	16 666 670 000	16 666 670 000
	Primes liées au capital	1 852 934 149	1 852 934 149
	Réserves	14 914 268 154	16 304 612 621
	Écarts de Réévaluation	-	-
	Report à nouveau (+/-)	2 278 483	897 127
	Résultat de l'exercice (+/-)	9 268 963 110	10 105 906 071
	Total Passif	428 741 664 640	514 257 811 218

Hors Bilan - Engagements reçus			
		31/12/2013	31/12/2014
	Engagements reçus		
	Engagements de financement	-	-
	Reçus d'établissements de crédit		
	Engagements de garantie		
	Reçus d'établissements de crédit		-
	Reçus de la clientèle	179 680 951 430	173 986 718 165
	Engagements sur titres		

Le compte de résultat

Charges	Montants nets (en FCFA)	
	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et Charges Assimilées	5 873 694 634	6 081 771 454
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	202 526 592	175 624 236
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 671 168 042	5 906 147 218
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	-	-
- Autres Intérêts et Charges Assimilées	-	-
Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	5 319 001 105	7 752 964 472
Commissions	447 573 788	1 032 873 519
Charges sur Opérations Financières	765 874 995	629 080 845
- Charges sur Titres de Placement	-	-
- Charges sur Opérations de Change	88 477 990	124 876 001
- Charges sur Opérations de Hors Bilan	677 397 005	504 204 844
Charges Diverses d'Exploitation Bancaire	34 668 174	89 118 307
Achats de Marchandises	-	-
Stocks Vendus	-	-
Variations de Stocks de Marchandises	-	-
Frais Généraux d'Exploitation	20 005 974 217	21 287 712 917
- Frais de Personnel	8 134 327 650	8 252 348 870
- Autres Frais Généraux	11 871 646 567	13 035 364 047
Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations	2 695 863 007	2 581 037 507
Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	-	1 579 399 381
Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-
Charges Exceptionnelles	625 234 760	1 658 060 021
Pertes sur Exercices Antérieurs	891 660 086	3 079 539
Impôt sur le Bénéfice	1 976 227 000	1 834 188 096
Bénéfice de l'Exercice	9 268 963 110	10 105 906 071
Total	47 904 734 876	54 635 192 129

Le compte de résultat

Montants nets (en FCFA)

Produits	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et Produits Assimilés	20 928 036 530	22 772 349 241
- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances interbancaires	357 705 869	350 741 519
- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances sur la clientèle	20 325 501 928	22 178 252 681
- Intérêts et Produits Assimilés sur Titres d'Investissement	-	-
- Autres Intérêts et Produits Assimilés	244 828 733	243 355 041
Produits sur Crédit-bail et Opérations Assimilés	6 213 813 744	9 339 708 647
Commissions	10 296 614 781	11 970 590 653
Produits sur Opérations Financières	5 407 277 176	6 643 118 647
- Produits sur Titres de Placement	2 823 708 672	3 338 628 693
- Dividendes et Produits Assimilés	346 529 751	429 130 639
- Produits sur Opérations de Change	1 115 056 572	1 623 442 243
- Produits sur Opérations de Hors Bilan	1 121 982 181	1 251 917 072
Produits Divers d'Exploitation Bancaire	2 234 702 009	2 746 630 591
Marges Commerciales	-	-
Ventes de Marchandises	-	-
Variations de Stocks de Marchandises	-	-
Produits Généraux d'Exploitation	94 927 768	97 125 224
Reprises d'Amortissements et de Provisions sur Immobilisations	168 086 731	-
Solde en Bénéfice des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	609 066 494	-
Excédent des Reprises / Dotations du Fonds pour Risques Bancaires Généraux	668 186 893	885 703 682
Produits Exceptionnels	69 871 465	146 469 104
Profits sur Exercices Antérieurs	1 214 151 285	33 496 340
Perte de l'exercice	-	-
Total	47 904 734 876	54 635 192 129

Répartition du capital

En millions FCFA ORIGINE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ETRANGERE						TOTAL GENERAL	
	ETAT	PRIVES	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	TOTAL		
MARS 1962											
Nombre d'actions	2.000		2.000	10.980	7.020				18.000	20.000	
Montants	20	0	20	110	70	0	0	0	180	200	
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00	
OCTOBRE 1966											
Nombre d'actions	3.000		3.000	16.470	10.530				27.000	30.000	
Montants	30	0	30	165	105	0	0	0	270	300	
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00	
OCTOBRE 1969											
Nombre d'actions	5.025		5.025	25.490	19.485				44.975	50.000	
Montants	50	0	50	255	195	0	0	0	450	500	
%	10,05	0,00	10,05	50,98	38,97	0,00	0,00	0,00	89,95	100,00	
24 JUILLET 1971											
Nombre d'actions	38.240		38.240	20.990	15.770				36.760	75.000	
Montants	382	0	382	210	158	0	0	0	368	750	
%	50,99	0,00	50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00	
FEVRIER 1973											
Nombre d'actions	61.184	0	61.184	33.584	25.232				58.816	120.000	
Montants	612	0,00	612	336	252	0	0	0	588	1.200	
%	50,99		50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00	
SEPTEMBRE 1975											
Nombre d'actions	61.500	15.000	76.500	42.000	31.500				73.500	150.000	
Montants	615	150	765	420	315	0	0	0	735	1.500	
%	41,00	10,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
NOVEMBRE 1976											
Nombre d'actions	39.000	37.500	76.500	42.000	31.500				73.500	150.000	
Montants	390	375	765	420	315	0	0	0	735	1.500	
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
MAI 1977											
Nombre d'actions	52.000	50.000	102.000	56.000	42.000				98.000	200.000	
Montants	520	500	1.020	560	420	0	0	0	980	2.000	
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
JUILLET 1978											
Nombre d'actions	76.857	76.143	153.000	84.000	63.000				147.000	300.000	
Montants	769	761	1.530	840	630	0	0	0	1.470	3.000	
%	25,62	25,38	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
AVRIL 1981											
Nombre d'actions	94.182	109.818	204.000	112.000	84.000				196.000	400.000	
Montants	942	1.098	2.040	1.120	840	0	0	0	1.960	4.000	
%	23,55	27,45	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
AVRIL 1986											
Nombre d'actions	117.721	137.279	255.000	140.000	105.000				245.000	500.000	
Montants	1.177	1.373	2.550	1.400	1.050	0	0	0	2.450	5.000	
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
JUILLET 1988											
Nombre d'actions	176.550	205.950	382.500	210.000	157.500				367.500	750.000	
Montants	1.765	2.060	3.825	2.100	1.575	0	0	0	3.675	7.500	
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00	
JANVIER 1995											
Nombre d'actions	150.000	205.950	355.950	210.000	157.500			26.550	394.050	750.000	
Montants	1.500	2.060	3.560	2.100	1.575	0	0	266	3.941	7.501	
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00	
AVRIL 1995											
Nombre d'actions	200.000	274.600	474.600	280.000	210.000			35.400	525.400	1.000.000	
Montants	2.000	2.746	4.746	2.800	2.100	0	0	354	5.254	10.000	
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00	
AVRIL 1997											
Nombre d'actions	300.000	411.900	711.900	420.000	315.000			53.100	788.100	1.500.000	
Montants	3.000	4.119	7.119	4.200	3.150	0	0	531	7.881	15.000	
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00	

Données financières et informations diverses

En millions FCFA ORIGINE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ETRANGERE							TOTAL GENERAL
	ETAT	PRIVES	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	TOTAL		
MARS 2000											
Nombre d'actions	300.000	361.127	661.127	420.000	365.773			53.100	838.873	1.500.000	
Montants	3.000	3.611	6.611	4.200	3.658	0	0	531	8.389	15.000	
%	20,00	24,08	44,08	28,00	24,38	0,00	0,00	3,54	55,92	100,00	
MARS 2001											
Nombre d'actions	300.000	335.864	635.864	420.000	391.036			53.100	864.136	1.500.000	
Montants	3.000	3.359	6.359	4.200	3.910	0	0	531	8.641	15.000	
%	20,00	22,39	42,39	28,00	26,07	0,00	0,00	3,54	57,61	100,00	
DECEMBRE 2001											
Nombre d'actions	300.000	361.886	661.886	420.000	531.681			53.100	1.004.781	1.666.667	
Montants	3.000	3.618	6.619	4.200	5.317	0	0	531	10.048	16.666,7	
%	18,00	21,71	39,71	25,20	31,90	0,00	0,00	3,19	60,29	100,00	
MARS 2003											
Nombre d'actions	150.000	511.886	661.886	420.000	391.046		140.635	53.100	1.004.781	1.666.667	
Montants	1.500	5.119	6.619	4.200	3.910	0	1.406	531	10.047	16.666,7	
%	9,00	30,71	39,71	25,20	23,46	0,00	8,44	3,19	60,29	100,00	
SEPTEMBRE 2004											
Nombre d'actions		541.886	541.886		931.046		140.635	53.100	1.124.781	1.666.667	
Montants	0	5.419	5.419	0	9.310	0	1.406	531	11.248	16.666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	55,86	0,00	8,44	3,19	67,49	100,00	
16 NOVEMBRE 2005											
Nombre d'actions		541.886	541.886		931.046	140.635		53.100	1.124.781	1.666.667	
Montants	0	5.419	5.419	0	9.310	1.406		531	11.248	16.666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,00	55,86	8,44	3,19	67,49	100,00	
31 MARS 2006											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886		140.635	984.146			1.124.781	1.666.667	
Montants	0,00	5.419	5.419	0	1.406	9.841	0	0	11.248	16.666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00	
2007											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886		140.635	984.146			1.124.781	1.666.667	
Montants	0,00	5.419	5.419	0	1.406	9.841	0	0	11.248	16.666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00	
En millions FCFA ORIGINE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ETRANGERE							TOTAL GENERAL
	ETAT	PRIVES	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	PROPARCO	TOTAL	
2008											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2009											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2010											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2011											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2012											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2013											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00
2014											
Nombre d'actions	0	541.886	541.886	0	12.302	984.146			128.333	1.124.781	1.666.667
Montants	0	5.419	5.419	0	123	9.841	0	0	1.283	11.248	16.666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00

Evolution du capital

ANNEE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		APPORTS EN NUMERAIRE	INCORPORATION DE RESERVES	APPORTS D'ACTIFS	
1962	CREATION DE LA BICICI	200.000.000			200.000.000
1966	CREATION DE 10 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	100.000.000			300.000.000
1969	CREATION DE 5 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite				500.000.000
	Création de 15 000 actions, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	150.000.000	50.000.000		
1971	CREATION DE 25 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	250.000.000			750.000.000
1973	CREATION DE 10 000 ACTIONS NOUVELLES, deux nouvelles action pour quinze anciennes, distribution gratuite	350.000.000	100.000.000		1.200.000.000
	Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair				
1975	CREATION DE 30 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300.000.000			1.500.000.000
1977	CREATION DE 50 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500.000.000		2.000.000.000
1978	CREATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1.000.000.000			3.000.000.000
1981	CREATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1.000.000.000		4.000.000.000
1986	CREATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1.000.000.000		5.000.000.000
1988	CREATION DE 250 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2.500.000.000		7.500.000.000
1995	CREATION DE 250 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2.500.000.000		10.000.000.000
1997	CREATION DE 500 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5.000.000.000		15.000.000.000
2001	CREATION DE 166 667 ACTIONS NOUVELLES, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1.666.670.000	16.666.670.000
TOTAL		2.350.000.000	12.650.000.000	1.666.670.000	16.666.670.000

Evolution des dividendes distribués

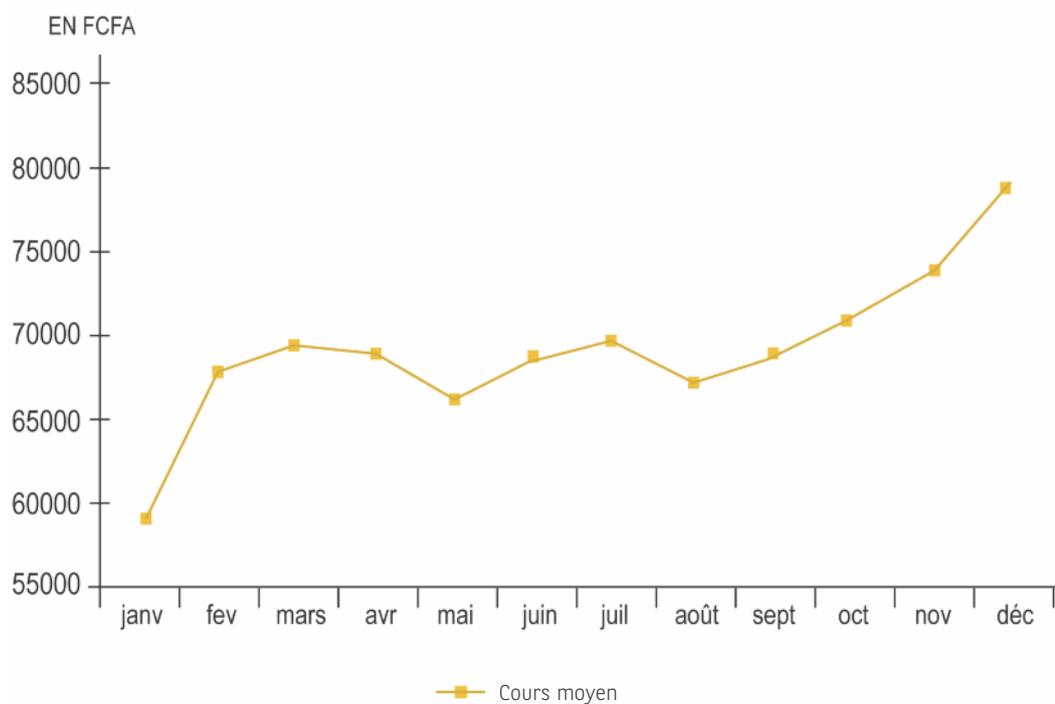
DATE DE PAIEMENT	EXERCICE	MONTANT BRUT/ACTION	% NOMINAL	AUGMENTATION CONCOMITANTE DU CAPITAL SOCIAL
28.02.1972	70/71	1.000	10	
10.12.1973	71/72	1.000	10	2 actions gratuites pour 15 anciennes
01.01.1974	72/73	1.000	10	
21.02.1975	73/74	1.000	10	
04.03.1976	74/75	1.000	10	
01.04.1977	75/76	1.000	11	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1978	76/77	1.400	14	Augmentation en numéraire 1 pour 2
01.04.1979	77/78	1.400	14	(1)
	77/78	350	14	(2)
01.04.1980	78/79	1.500	15	
01.04.1981	79/80	1.500	15	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1982	80/81	1.500	15	(1)
	80/81	750	15	(2)
01.04.1983	81/82	600	6	
01.04.1987	85/86	700	7	(1)
	85/86	350	7	(2)
01.04.1988	86/87	700	7	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7	
01.04.1990	88/89	700	7	
01.04.1992	90/91	1.070	10,70	
01.04.1993	91/92	1.000	10	
23.03.1994	92/93	1.200	12	
17.03.1995	93/94	1.500	15	1 action gratuite pour 3 anciennes
05.04.1996	94/95	3.000	30	
23.04.1997	1996	4.000	40	1 action gratuite pour 2 anciennes
23.04.1998	1997	2.667	26,67	
14.05.1999	1998	1.500	15	
30.05.2000	1999	1.500	15	
30.05.2001	2000	2.000	20	
16.05.2002	2001	1.560	15,6	
30.05.2003	2002	1.200	12	
22.04.2005	2004	4.230	42,3	
20.07.2006	2005	900	9	
06.07.2007	2006	2.650	26,5	
27.06.2008	2007	2.720	27,2	
29.05.2009	2008	4.050	40,5	
07.06.2010	2009	4.800	48	
27.11.2011	2010	480	4,8	
27.07.2012	2011	1.150	11,5	
19.06.2013	2012	2.690	26,9	
01.08.2014	2013	4.728	47,3	
30.07.2015	2014	3.650	36,5	

(1) DIVIDENDE PAYE AU TITRE DES ACTIONS ANCIENNES

(2) DIVIDENDE PAYE AU TITRE DES ACTIONS NOUVELLES

Evolution du cours de l'action BICICI en 2014 (en FCFA)

	Cours Maximum	Cours Minimum	Cours Moyen	Volume Total Echangé	Volume Moyen Journalier
Janvier	61 005	56 500	58 885	1 073	51
Février	71 000	63 000	67 801	1 357	68
Mars	69 500	66 500	67 795	270	13
Avril	69 000	66 000	67 501	556	25
Mai	67 725	63 000	65 721	2 175	104
Juin	70 000	67 000	69 201	798	40
Juillet	73 000	67 000	69 869	1 676	73
Août	69 000	60 010	63 932	2 520	120
Septembre	71 400	67 710	69 050	691	31
Octobre	74 500	68 015	71 189	2 025	88
Novembre	78 475	70 005	74 439	333	17
Décembre	78 000	70 005	77 299	134 116	5 831





LES RESPONSABLES MÉTIERS



Aboubakary GUIRO
Adjoint DCEI
en charge des Multinationale
et des Financements Spécialisés



Wivine BOA
Adjointe DCEI
Relationship Manager
Chargée du LCs



Edith Josiane DAILLY
Responsable
du Cash Management



Hamadou KONE
Responsable
du Leasing



Aminata DOUMBIA
Responsable
Affacturage



Edouard SILGA
Directeur
des Systèmes d'Information



Françoise TEHUA
Responsable
des Achats



Daniel KOUASSI
Responsable
Contrôle et Surveillance des Risques



Yéli PALM
Responsable
Know Your Customer



Dibanan TRAORE
Responsable
de la Trésorerie

Les Responsables Métiers



Jean-Baptiste PANY
Adjoint DCEI
Chargé des Soft Commodities



Laurence KOUADIO-TIACOH
Responsable
Trade Center



Gabrielle LEMAIRE
Responsable
Communication



Didier DJECKETH
Directeur Adjoint
en charge de la Clientèle
des Particuliers



François KOFFI
Directeur Adjoint
en charge de la Clientèle
des Professionnels



Pafolo COULIBALY
Directeur
des Opérations et de l'Appui
à la Vente



Ackin GNELBIN
Directeur
de la Production Bancaire



Fonninan SORO
Directeur
de la Sécurité Globale



Mesmin Scienlinbien COULIBALY
Directeur
de l'Administration Générale

Bilans publiables - résumés et comparés (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
Caisse	16 738	16 922
Créances interbancaires	39 331	64 839
Créances sur la Clientèle	290 219	319 186
Titres de placement	46 253	0
Immobilisations financières	1 518	61 932
Crédit-bail et Opérations assimilées	12 675	23 077
Immobilisations Corporelles et incorporelles	16 623	18 104
Autres actifs	3 055	3 905
Comptes d'ordre et divers (actif)	2 330	6 293
Total Actif	428 742	514 258
Dettes interbancaires	6 781	4 241
Dettes à l'égard de la Clientèle	359 997	447 130
Autres passifs	8 313	7 644
Comptes d'ordres et divers (passif)	3 488	4 625
Fonds propres et assimilés	50 163	50 618
Total Passif	428 742	514 258

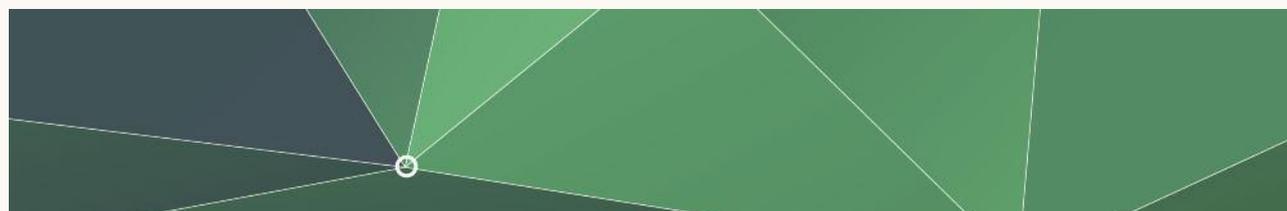
Hors bilans publiables - résumés et comparés (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement faveur clientèle	13 546	12 985
Engagements de garanties faveur établissements de crédit	3 389	0
Engagements de garanties faveur clientèle	52 644	48 736
Total	69 579	61 721
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de garanties reçus établissements de crédit	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	179 681	173 987
Total	179 681	173 987

Comptes de résultats publiables - résumés et comparés (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	20 928	22 772
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	6 214	9 340
Commissions	10 297	11 971
Produits sur opérations financières	5 407	6 643
Divers produits d'exploitation	2 235	2 747
Produits généraux d'exploitation	95	97
Reprise d'amort. et prov. sur immobilisations	168	0
Solde en bénéfice des corrections de val. sur créances & Hors Bilan	609	0
Excédent des Reprises /Dotations du FRBG	668	886
Produits exceptionnels	70	146
Profits sur exercices antérieurs	1214	33
Total Produits	47 905	54 635

Intérêts et charges assimilées	5 874	6 082
Charges de crédit-bail et opérations assimilées	5 319	7 753
Commissions	448	1 033
Charges sur opérations financières	765	629
Charges diverses d'exploitation bancaire	35	89
Frais généraux d'exploitation	20 006	21 288
Dotations aux amortissements. et aux provisions	2 696	2 581
Charges exceptionnelles	625	1 658
Solde en perte des corrections de val. créances & Hors Bilan	0	1 579
Pertes sur exercices antérieurs	892	3
Impôt sur le bénéfice	1 976	1 834
Bénéfice	9 269	10 106
Total Charges	47 905	54 635



Exercice clos le 31 décembre 2014

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat de la BICICI ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.1 BASE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation qui suppose que la Banque poursuivra son activité opérationnelle dans un futur prévisible et pourra faire face à ses échéances.

1.2 COMPTABILISATION DES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.3 OPERATIONS EN DEVICES

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.4 CREDITS A LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues.

La banque applique notamment les dispositions de l'instruction du PCB n° 94-05 relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance, modifié par le dispositif prudentiel applicable aux banques et aux établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) depuis le 1^{er} janvier 2000. Les engagements en souffrance comprennent :

- les créances impayées : échéances impayées depuis six mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement ;
- les créances immobilisées : échéances impayées depuis six mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté ;

- les créances douteuses ou litigieuses : créances échues ou non, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement partiel ou total.
- Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions sont enregistrées au passif du bilan lorsqu'elles concernent des engagements par signature douteux.

1.5 PORTEFEUILLE - TITRES

Le terme "titres" recouvre les titres de créances négociables (notamment les bons du Trésor et les autres titres d'État négociables), les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable.

Conformément à l'instruction n° 94-10 du PCB relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres, la Banque classe les titres qu'elle détient en portefeuille dans les catégories suivantes :

- Les titres de placement qui sont enregistrés à l'actif du bilan dans les comptes d'opérations sur titres ;
- Les titres qui sont enregistrés dans les comptes de valeurs immobilisées à l'actif du bilan comprennent les parts dans les entreprises liées, les titres de participation, les titres immobilisés de l'activité de portefeuille et les titres d'investissement.

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat à la date de leur acquisition. À l'arrêté, les titres de placement sont évalués à leur valeur probable de négociation et les moins-values latentes sont enregistrées au compte de résultat. Les autres catégories de titres sont évaluées à l'arrêté à la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur d'usage.

1.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'achat et amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation. Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Frais d'Etablissement	50,00%
- Logiciels	33,33%
- Mobilier	12,50%
- Matériel de bureau	12,50%
- Matériel de transport	33,33%
- Agencements, installations	12,50%
- Matériel informatique	33,33%

1.7 PROVISION REGLEMENTEE

Le montant de cette rubrique correspond à la provision forfaitaire pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est égal à 5% du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5% du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

Aucune provision réglementée n'est enregistrée dans les livres de la BICICI au 31 décembre 2014.

1.8 PROVISIONS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Il s'agit du FRBG prévu dans la lettre d'information 95-02 du 27/10/1995.

Ce poste enregistre le montant que l'établissement décide d'affecter à la couverture de risques généraux, lorsque des raisons de prudence l'imposent. Il sert à couvrir :

Le risque de crédit ou sectoriel non clairement identifié et dont la probabilité de survenance n'est pas tout à fait établie

Les autres risques bancaires généraux :

- le risque de taux général et de change
- les risques pays (événements politiques et sociaux, etc...)
- les risques opérationnels (défaillance des systèmes informatiques, comptables, les fraudes, etc..)
- et plus généralement tous les risques à l'exclusion du risque spécifique de crédit

La détermination du montant du FRBG est un pourcentage des encours sains Corporate et Retail de la Banque hors souverain.

1.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le montant de cette rubrique permet de couvrir les risques financiers encourus par la Banque, résultant des différents litiges l'opposant à des tiers.



2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN, AU HORS BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 CAISSES

Cette rubrique d'un montant total de 16 922 millions FCFA au 31 décembre 2014 s'analyse comme suit :

Libellé	31/12/2014
Contre-valeur de la caisse FCFA en millions de FCFA	16 622
Contre-valeur de la caisse EURO en millions de FCFA	167
Contre-valeur de la caisse CHF en millions de FCFA	66
Contre-valeur de la caisse GBP en millions de FCFA	28
Contre-valeur de la caisse USD en millions de FCF	39
Total	16 922

2.2 CREANCES INTERBANCAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2014
BCEAO	55 026
Banques de la Zone EURO	3 190
Groupe BNP Paribas	-
BNP DG AGENCE PARIS INVES	1 141
BNP DG EURO	2 049
BNP GARANTIE OCD	6 560
Autres établissements de crédit	62
Autres	62
Créances en souffrance	-
Total	64 838

2.3 CREANCES SUR LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2014
CREANCES SAINES SUR LA CLIENTELE	314 225
Portefeuille d'effets Comm.	2 024
Crédits ordinaires	2 024
Autres Crédits à court terme	128 480
- Crédits de campagne	19 445
Crédits ordinaires	109 035
- Comptes ordinaires débiteurs	55 728
- Crédits à moyen terme	122 630
- Crédits à long terme	4 838
Affacturage	525
CREANCES EN SOUFFRANCE NETTES	4 961
Valeurs brutes	33 248
Créances impayées ou immobilisées	2 134
Créances douteuses ou litigieuses	31 114
Provisions	28 287
Créances douteuses ou litigieuses	28 287
Total	319 186



2.4 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	Solde au 31/12/2013	Acquisitions	Sorties	Provisions	Solde au 31/12/2014
TITRES D'ENTREPRISES LIEES	350	0	0	0	350
ACTIONS BICI-BOURSE	350	0	0	8	350
TITRES DE PARTICIPATION	537				529
HOLDING BANQUE DE SOLIDARITE	6			6	0
CRRH	133				133
MICROCRED	328			0	328
PARTS GIM-UEMOA	15				15
ACTION SIPRA	53				53
SOUSCRIPTION CAPITAL SCIE	2			2	0
TITRES DE TRANSACTIONS (ATDLT)	148	0	0	1	147
TITRES IMMOBILISES	17	0	0	0	17
ACTIONS CAPRAL	2				2
ACTIONS SOCIM	5				5
ACTIONS GARI	10				10
TIAP NON COTE	131	0	0	1	130
IPS CI	128				128
SICOGI	1			0	1
HOTEL IBIS	2			1	1
TITRES D'INVESTISSEMENT	47 071	31 650	17 816	0	60 905
OBLIGATIONS RCI	781				781
OBLIGATIONS SPECIAL FNI	38				38
OBLIGATIONS BOAD	5 750		250		5 500
OBLIG. TPCI & ETAT DE COTE-D'IVOIRE	24 866	11 150			31 083
OBLIGATIONS AFD	596		4 933		596
OBLIGATIONS ETAT DU SENEGAL	1 540	1 000	633		1 907
BONS TRESOR ETAT DE COTE-D'IVOIRE	8 000	14 000	5 500		16 500
BONS TRESOR ETAT DU BENIN	3000	2 000	3 000		2 000
BONS TRESOR ETAT DU SENEGAL	2 500	2 500	2 500		2 500
Total	48 106	31 650	17 816	9	61 931

Inventaire des immobilisations et amortissements au 31/12/2014

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les mouvements de l'exercice sur les comptes d'immobilisations brutes corporelles et incorporelles s'analysent comme suit, en FCFA :

RUBRIQUE	Valeur d'acquisition				Valeur au 31 12 2014
	Valeur au 31 12 2013	Acquisition	Sorties	Ajustements	
FRAIS & VALEURS INCORPORELS					
944111 515 DROIT AU BAIL	142 500 000				142 500 000
944112 520 FONDS DE COMM	500 000 000				500 000 000
944120 070 FRAIS D'ETABL.	28 446 900				28 446 900
944120 050 FR MODIF CAPITAL	-				-
944130 085 LOGICIEL	5 511 415 351	306 489 348			5 817 904 699
944136 100 LOGICIEL CREDIT-BAIL	57 267 685				57 267 685
944130 150 AUTRES IMMO INC	146 215 400				146 215 400
SOUS TOTAL	6 385 845 336	306 489 348	-		6 692 334 684
IMMEUBLES MAT & MOB HORS EXPLOITATION					
945210 110 TERRAINS	19 049 399				19 049 399
945210 132 IMM RAPPORT	42 386 976				42 386 976
945410 330 IMM SAISIS CLT	72 500 000	46 456 277			118.956.277
SOUS TOTAL	133 936 375	46 456 277	-		180 392 652
IMMEUBLES MAT & MOB D'EXPLOITATION					
944210 110 TERRAINS D'EXPLOITATION	646 178 615	81 400 000	135 000 000		592 578 615
944210 120 IMM ADMINISTRATIF	14 189 466 753	679 120 287			14 868 587 040
944210 125 LOGT PERSONNEL	469 822 774	25 974 240			495 797 014
944210 130 MAT TRANSPORT	639 325 926	23 000 000	40 500 000	7 000 000	614 825 926
944210 140 MOBILIER BUREAU	1 496 774 548	87 422 957	696 832		1 583 500 673
944210 145 MAT TECHNIQUE	788 511 788	12 352 289	1 720 100		799 143 977
944210 148 EQUIP LG FONCTION	274 062 293	8 700 933			282 763 226
944210 150 INST TECHNIQUE	4 444 839 847	185 101 256		350 000	4 629 591 103
944210 160 MAT SECURITE	1 181 740 746	45 196 508			1 226 937 254
944210 170 AAI	12 097 336 862	391 661 724			12 488 998 586
944210 180 MAT INFORMATIQUE	3 327 145 475	513 018 019		379 854	3 839 783 640
SOUS TOTAL	39 555 205 627	2 052 948 213	177 916 932	7 729 854	41 422 507 054
TOTAL	46 074 987 338	2 405 893 838	177 916 932	7 729 854	48 295 234 390
IMMO EN COURS					
943219 206 GEST° IMMO	2 836 968 908	4 388 374 225	2 628 116 294		4 597 226 839
943219 271 AV & ACPT/COMM					-
Total	2 836 968 908	4 388 374 225	2 628 116 294		4 597 226 839

Inventaire des immobilisations et amortissements au 31/12/2014

Amortissements

N° DE COMPTE	AMORT AU 31 12 2013	DOTATION EXCERCICE 2014	SORTIE EXERCICE	REGUL EXERCICE	AMORT AU 31 12 2014
944180 150 FRAIS D'ETABLISSEMENT	28 446 900				28 446.900
944180 191 FR MODIF CAPITAL					-
944180 184 LOGICIEL	5 226 884 807	204 877 250		2	5 431 762 059
944183 600 LOGICIEL CREDIT-BAIL	-				-
	5 226 884 807				5 431 762 059
944180 160 AUTRES IMMO INC	146 215 400	-			146 215 400
	5 401 547 107	204 877 250		2	5 606 424 359
945280 100 IMM RAPPORT	42 009 198	377 778			42 386 976
945480 110 IMM SAISIS CLT	17 904 166	8 053 802			25 957 968
	59 913 364	8 431 580			68 344 944
944280 100 IMM ADMINISTRATIF	9 866 482 464	309 102 866		- 4	10 175 585 326
944280 110 LOGT PERSONNEL	335 467 462	12 013 986		- 4	347 481 444
944280 130 MAT TRANSPORT	506 069 023	87 355 778	40 500 000	- 972 223	551 952 578
944280 170 MOBILIER BUREAU	842 804 395	130 344 733	618 430	- 35	972 530 663
944280 180 MAT TECHNIQUE	470 908 634	97 854 061	501 762	8	568 260 941
944280 140 EQUIP LG FONCTION	182 817 382	24 974 466		- 14 666	207 777 182
944280 160 INST TECHNIQUE	2 929 606 885	336 452 631		- 3 666	3 266 055 850
944280 190 AAI	582 073 990	89 912 874		- 9 972	671 976 892
944280 120 MAT INFORMATIQUE	8 970 940 856	635 470 688		- 11	9 606 411 533
944280 150 BUREAUX 5EME ETAGE	2 140 353 923	605 841 812		- 379 871	2 745 815 864
	26 827 525 014	2 329 323 895	41 620 192	- 1 380 444	29 113 848 273
	32 288 985 485	2 542 632 725	41 620 192	- 1 380 442	34 788 617 576

2.6 AUTRES ACTIFS

La rubrique des autres actifs se décompose comme suit en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Créances rattachées	1 409	1 824	415
Débiteurs divers	1 241	1 471	230
Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	134	134
valeurs à rejeter	6	0	-6
Dépôts et cautionnements	172	186	14
Comptes de stock	190	251	61
Créances douteuses litigieuses	37	40	3
Total	3 055	3 906	851

2.7 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS ACTIFS

Les comptes d'ordre et divers actifs se décomposent comme suit en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes de liaison	191	4 329	+4 138
Comptes de régularisation	516	345	-171
Divers	1 623	1 619	-4
Total	2 330	6 293	3 963

2.8 DETTES INTERBANCAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes lori-bq locales & corres	2 675	1 408	-1 267
Dépôts de garantie reçus	106	101	-5
Emprunts à terme	4 000	2 732	-1 268
Total	6 781	4 241	-2 540

2.9 DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes d'épargne à vue	95 335	104 563	9 228
Comptes d'épargne à terme	17 802	20 043	2 241
Bons de caisse	0	0	0
Autres dettes à vue	169 572	220 122	50 550
Autres dettes à terme	77 288	102 402	25 114
Total	359 997	447 130	87 133

Les dettes à l'égard de la clientèle se répartissent dans le temps comme suit :

Libellé	D<= 6 Mois	6M<D<=2 ANS	2 A<D<=5A	5A<D<=10 A
Dettes interbancaires	1 509	2 732		0
- Comptes ordinaires créditeurs	1 408	0		
- Autres comptes de dépôts créditeurs	101			
- Comptes d'emprunts	0	2 732		0
Dettes à l'égard de la clientèle	409 840	24 227	4 690	8 373
- Comptes ordinaires créditeurs	217 622			
- Dépôts à terme reçus	29 380	18 000	2 064	4 680
- Comptes d'épargne sur livrets	104 563			
- Comptes d'épargne - logement	5 825	4 487	1 758	1
- Autres comptes d'épargne	3 281	1 114	867	2 710
- Dépôts de garantie reçus	46 654	626	1	982
- Autres dépôts	15	0	0	0
- Affacturage	124			
- Autres sommes dues	2 376			
Total	411 349	26 959	4 690	8 373

2.10 AUTRES PASSIFS

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions CFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Dettes rattachées	2 495	2 474	-21
Créditeurs divers	4 867	4 844	-23
Comptes de valeurs à imputer	0	0	
Autres sommes dues	951	326	-625
Total	8 313	7644	-669

2.11 COMPTES D'ORDRE ET DIVERS PASSIFS

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions CFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Comptes d'attente passif	670	432	-238
Comptes de régul passif	2 818	4 193	1 375
Total	3 488	4 625	1 137



2.12 FONDS PROPRES ET ASSIMILES

Les fonds propres et assimilés évoluent comme suit en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
Provision pour risques et charges	2 848	1 963	-885
Provision /risques bancaires généraux	4 610	3 724	-886
Capital	16 667	16 667	0
Primes liées au capital	1 853	1 853	0
Réserves	14 914	16 304	1 390
Report à nouveau (+/-)	2	1	-1
Résultat de l'exercice (+/-)	9 269	10 106	837
Total	50 163	50 618	455

ET

Libellé	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Provision pour risques et charges	2 848	0	885	1 963
Provision /risques bancaires généraux	4 610	0	886	3 724
Capital	16 667	0	0	16 667
Primes liées au capital	1 853	0	0	1 853
Réserves	14 914	1 390	0	16 304
Report à nouveau (+/-)	2	0	1	1
Résultat de l'exercice (+/-)	9 269	837	0	10 106
Total	50 163	2 227	1 772	50 618

2.13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan ont évolué comme suit, en millions de FCFA :

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement faveur clientèle	13 546	12 985	-561
Engagements de garanties faveur Ets de crédit	3 389	0	-3 389
Engagements de garanties faveur clientèle	52 644	48 736	-3 908
Total	69 579	61 721	-7 858

Libellé	31/12/2013	31/12/2014	Variation
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de garanties reçus Ets de crédit	0	0	0
Engagements de garanties reçus clientèle	179 681	173 987	-5 694
Total	179 681	173 987	-5 694

2.15 INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

Les intérêts et produits assimilés s'établissent comme suit en millions de FCFA :

- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances interbancaires :	351
- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances sur la clientèle :	22 178
- Autres Intérêts et Produits Assimilés :	243

2.16 COMMISSIONS ET PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES

2.161 COMMISSIONS

D'un montant net en millions de FCFA 10 937, ils se décomposent comme suit :

- Commissions (produits) :	11 970
- Commissions (charges) :	-1 033

2.162 PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES

Ils se sont élevés à millions de FCFA 6 643, et se décomposent comme suit :

- Produits sur Titres de Placement (emprunts obligataires et bons du trésor de Côte d'Ivoire, Sénégal, SFI, BOAD, AFD) :	3 339
- Dividendes et Produits Assimilés (Bici Bourse, Sipra) :	429
- Produits sur Opérations de Change :	1 623
- Produits sur Opérations de Hors Bilan :	1 252

2.17 DIVERS PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

D'un montant net de millions de 2 658 FCFA, ils sont composés de produits pour millions de FCFA 2 747 et de charges pour millions de FCFA 89.

Les produits se déclinent comme ci-dessous :

- Produits sur les moyens de paiement :	millions FCFA 1 870
- Autres produits sur prestations de services financiers :	millions FCFA 823
- Divers produits d'exploitation :	millions FCFA 54

Les charges sont constituées essentiellement de :

- Charges diverses (divers déficits de caisse) :	millions FCFA 89
--	------------------

2.18 PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les profits sur exercices antérieurs d'un montant de millions de FCFA 30, sont composés essentiellement de diverses récupérations d'intérêts ayant trait aux exercices précédents pour millions de FCFA 33, et de régularisation de charges pour millions de FCFA 3.

Les produits exceptionnels, d'un montant de millions de FCFA 146, se composent essentiellement de divers profits hors exploitations.

Les charges exceptionnelles (millions de FCFA 1 658) sont composées pour l'essentiel des amendes et pénalités sur contrôle fiscal de millions de FCFA 667 et des règlements d'affaires judiciaires pour millions de FCFA 804 et des vols et détournement pour de millions de FCFA 151.

2.19 INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les intérêts et charges assimilées se détaillent comme suit en millions de FCFA :

- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires :	176
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes de la clientèle :	5 906

2.20 FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION

Les frais généraux d'exploitation se détaillent en millions de FCFA comme suit :

- Frais de Personnel (hors taxes sur salaires) :	8 252
Dont Salaires et traitements :	6 661
Dont charges sociales :	1 591
- Autres Frais Généraux :	13 035

2.21 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements des immobilisations se détaillent en millions de FCFA comme suit :

Dotation /immobilisations incorporelles :	48
Dotation/immobilisations corporelles :	2 533

2.22 REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Il n'y a pas eu de reprise d'amortissement au cours de l'exercice clos le 31/12/2014.

2.23 SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES ET DU HORS BILAN

Ce solde net de millions de FCFA 1 579 se décompose comme suit :

2.231 Dotations aux provisions : millions de FCFA 4 064

- Dotation aux provisions sur clientèle des particuliers et professionnels :	2 137
- Dotation aux provisions sur clientèle des entreprises :	1 927

2.232 Pertes sur créances irrécupérables :millions de FCFA 493

- Pertes / créances couvertes par provisions :	293
- Pertes / créances non couvertes par provisions :	200

2.323 Reprises de provisions et récupérations de créances amorties

Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses (2 092 millions de FCFA) se détaillent comme suit :

- Reprises sur créances douteuses des particuliers et des professionnels :	997
- Reprises sur créances douteuses des entreprises :	767
- Reprise de provisions sur autres actifs :	328

2.324 Dotations et reprises de provisions pour risques et charges

D'un montant net de millions de FCFA 885, elles se composent essentiellement d'une reprise de provisions pour divers dossiers en justice.

2.24 EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

D'un montant de millions FCFA 886, Il a été déterminé en pourcentage des encours sains de la clientèle.

2.25 IMPOT SUR LE BENEFICE

Il s'est élevé à millions de FCFA 1 834, après application d'un taux de 25% sur le bénéfice fiscal.



Conception graphique et mise en page :
CSP Communication Afrique

 bicibanque

 Bicicotedivoire

 bicibanque

CSP Com Afrique



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change